

RER B et tarif dézonné : le Front de gauche interpelle M. Delahaye

Le 16 mai, au Sénat, à l'initiative du groupe Communiste, républicain et citoyen, les sénateurs débattront d'une proposition de loi, présentée en mars dernier par Laurence Cohen, sénatrice PCF du Val de Marne, visant à instaurer le tarif dézonné (une seule zone pour toute l'Ile-de-France) pour les transports régionaux. Pour les Massicois utilisateurs du RER ce serait 37€ d'économie par mois. Le Front de gauche a écrit aux cinq sénateurs de l'Essonne¹ - dont M. Vincent Delahaye, pour leur demander de soutenir cette proposition de loi. Nous publions de larges extraits de cette lettre².

Le Front de Gauche est de longue date engagé pour l'amélioration des transports en Ile-de France et notamment la ligne B du RER. Une pétition à son initiative a déjà recueilli plus de 2000 signatures sur la partie sud de la ligne (www.petitions24.net/rer-b). Nous demandons que la RATP développe une politique d'investissements et d'embauches sur le réseau francilien, seule à même de combler le retard accumulé au cours de ces dernières années et de mettre fin aux nombreux dysfonctionnements et aux difficultés croissantes pour les usagers.

Parmi nos revendications : l'instauration d'une zone unique sur toute l'Ile-de-France au tarif des actuelles zone 1-2, financée par une harmonisation du «versement transports» payé par les entreprises de plus de 9 salariés.

Dans un courrier adressé aux Sénateurs et Sénatrices de l'Essonne, le Front de Gauche précise :

« L'adoption de cette mesure serait d'abord une mesure de justice sociale pour des centaines de milliers de Franciliens utilisateurs des transports en commun.... Aujourd'hui en effet plus on habite loin de son travail, plus on passe de temps dans les transports et plus on paye cher, et très souvent de surcroît, on subit les nombreux dysfonctionnements : trains bondés, supprimés, en retard... conséquence du sous investissement de ces dernières décennies. C'est à cette triple peine que nous voulons mettre fin.

En permettant une égalité de tous sur le territoire régional, il y aurait aussi une avancée considérable dans la logique de service public. Comme le notait Madame Laurence Cohen dans son intervention devant le Sénat : « *Il ne viendrait à l'idée de personne de proposer, pour un timbre, un tarif qui diffère en fonction de la distance séparant l'expéditeur du destinataire* ». Alors, qu'il en soit de même pour nos transports régionaux !

Enfin, une telle tarification unifiée introduirait une égalité entre territoires, plus cohérente avec

les réflexions en cours sur l'aménagement de la région capitale et le projet de Grand Paris Express.

Pour financer cette mesure, la proposition que nous soutenons consiste à augmenter et harmoniser le « Versement transport ». Cette taxe payée par les entreprises de plus de 9 salariés (seulement 20% des entreprises d'Ile-de-France) a été créée en 1971 et n'a connu depuis qu'une seule évolution de 0,1%. Dans le même temps, la participation des collectivités locales au financement des transports s'est fortement accrue de même que les prix acquittés par les usagers.

Grâce à cette mesure [...] pour un salarié palaisien ou massicois (Zone 4), le gain mensuel serait de 37 € [...].

L'effort supplémentaire qui en résulterait pour les entreprises, justifié par le fait que c'est principalement pour se rendre au travail que les Franciliens empruntent quotidiennement les transports, serait en partie compensé par la baisse du coût du Pass Navigo pour de très nombreux Franciliens et donc aussi de la part remboursée par les employeurs aux salariés.

Quant aux ressources nouvelles ainsi dégagées, elles permettraient non seulement de financer la zone unique dont le coût est estimé à 500 millions d'Euros mais aussi de participer à l'indispensable amélioration de l'existant, notamment pour la ligne B du RER qui transporte 900.000 voyageurs par jour.

C'est pourquoi, Monsieur le Sénateur, au nom des 2000 signataires de la pétition, nous vous demandons de voter en faveur de cette proposition de loi qui ferait progresser la justice sociale et permettrait au service public des transports franciliens de franchir une nouvelle étape. » ★

1 - Michel Berson et Claire-Lise Campion (PS), Serge Dassault (UMP), Vincent Delahaye (UDI-UC) et Jean-Vincent Placé (EELV).

2 - Le texte intégral de la lettre est consultable sur <http://colette-jan.over-blog.com>

Municipales 2014. Répondre aux attentes et rassembler à gauche !

En 2014 se dérouleront les élections municipales. *L'Humanité de Massy* a demandé à **Thierry Doulaud, secrétaire de la section du PCF, Colette Jan et Philippe Judalet, Conseillers municipaux, comment les communistes massicois abordaient cette échéance.**

L'Humanité de Massy : *Ici et là on commence à parler des élections municipales. Comment voit-on les choses du côté du PCF ?*

Thierry Doulaud : La Commune est l'échelon démocratique le plus proche du quotidien des gens. Les programmes qui y sont mis en œuvre sont donc importants et je crois que c'est comme cela que les habitants le perçoivent. Donc pas question de négliger ce moment. Mais à 10 mois du scrutin et avec tout ce qui se passe dans le pays il faut se garder des agitations politiciennes.

HdM : *Que veux-tu dire par là ?*

Thierry Doulaud : La politique telle que nous la concevons ne se réduit pas à un enchaînement d'élections. Ce qui nous importe, c'est la mise en mouvement des citoyens pour construire ensemble une société juste et démocratique. Le renoncement du gouvernement à mettre en œuvre une politique de gauche provoque de la déception et de la colère. Il faut que tous ceux qui se sont reconnus dans le Front de Gauche en 2012, mais aussi ceux qui ont voté pour François Hollande ou Eva Joly en espérant un véritable changement, se mobilisent sans attendre les prochaines élections, pour exiger un nouveau cap à gauche, une rupture avec l'austérité et la soumission aux marchés financiers. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons été des dizaines de milliers à marcher le 5 mai entre Bastille et Nation.

HdM : *Et pour les municipales... ?*

Colette Jan : Pour les Municipales c'est pareil. Nous voulons être une force utile à la mise en mouvement des citoyens, travailler avec les Massicois-es à un programme répondant à leurs attentes, et sur lequel nous voulons rassembler le plus largement possible à gauche.

HdM : *Certains média ont déjà annoncé une liste Front de Gauche qualifiée d'« indépendante du PS ».*

Thierry Doulaud : J'ai lu ça en effet. Chacun est, bien sûr, libre de défendre son point de vue, mais cela n'engage ni le Front de Gauche, ni le PCF. Aucune

discussion sur ce sujet n'a eu lieu entre nous pour l'instant à Massy. Ceci dit ne nous trompons pas d'élection. Les Municipales ne sont pas le 3e tour des législatives. Ce qui est en jeu en 2014 ce n'est pas un changement de majorité parlementaire c'est la manière dont les communes sont gérées. Alors pourquoi mettre à priori des limites au rassemblement. Si nous sommes capables de nous mettre d'accord sur un programme municipal progressiste construit avec les Massicois, pourquoi exclure telle ou telle composante de la gauche ? Pour être indépendants du PS ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Des élus socialistes, communistes, du Parti de Gauche gèrent ensemble des centaines de villes dans le pays. En quoi cela a empêché le Front de Gauche de garder sa liberté de parole et de s'opposer aux mesures du gouvernement que nous n'approuvons pas ?

HdM : *Il n'y a donc pas de lien entre vie communale et politique nationale ?*

Philippe Judalet : Au contraire. Il y a un rapport étroit. Et ceux qui pensent que, face à la posture faussement apolitique du maire, la gauche devrait faire profil bas, se trompent grandement. Les communes et les collectivités locales en général, la vie de leurs habitants, sont directement impactées par les décisions nationales. Quand le gouvernement poursuit l'étranglement financier des communes ; quand il réduit leurs compétences au profit de super métropoles hors du contrôle des citoyens, les habitants doivent pouvoir compter sur des élus déterminés à ne pas laisser vider la démocratie locale de sa substance. Quand les services publics, la Poste, les transports sont déficients, je ne vois pas comment on pourrait prétendre répondre aux attentes des habitants sans aborder ces questions. Cela fera donc partie du débat.

HdM : *Le programme sera donc décisif. Que pouvez-vous en dire ?*

Colette Jan : Nous n'abordons pas cette élection avec un programme tout ficelé. Nous voulons le construire avec les Mas-

sicois. Mais bien évidemment nous avons des idées. Les Massicois nous disent déjà des choses intéressantes.

Le bétonnage de la ville pose problème. D'autant que, quoi qu'en dise le maire, le type de logements qui se construit est inaccessible à la plupart des Massicois. Des logements étudiants à 600 € par mois les 22m² ! Des logements dit sociaux à 1000 € de loyer le 3 pièces ! C'est pas ce qu'attendent les centaines de Massicois qui ont déposé une demande. Côté Atlantis, les services publics tardent à suivre notamment en matière scolaire. Côté place de France les commerçants comme les riverains sont, à juste titre, inquiets de ce qui se prépare dans le quartier. La question du stationnement est aussi problématique, notamment aux abords de la gare. Le choix de parkings privés et très chers est contestable. D'ailleurs le parking Vilmorin est toujours à moitié vide.

Nous souhaitons aussi mettre en débat le retour en régie publique de l'eau, pour sortir des griffes des multinationales.

J'aurais pu aussi parler des besoins des jeunes très mal pris en compte actuellement, du sport, de l'aide sociale, de la fiscalité, de l'Agglo Europ'Essonne...

Bref, il y a largement matière à apporter des réponses alternatives à la politique mise en œuvre par l'équipe de droite de M. Delahaye. C'est à cela que nous voulons nous atteler avec les Massicois-es.

HdM : *Comment allez-vous travailler maintenant ?*

Philippe Judalet : Nous allons multiplier les discussions avec les Massicois pour approfondir les échanges sur ce qu'ils attendent d'une équipe municipale de gauche. Puis nous proposerons à l'ensemble des forces de gauche d'organiser une rencontre publique sous forme de table ronde. Au terme de ces discussions, nous apprécierons tous ensemble, avec les Massicois, avec nos partenaires, la meilleure manière de répondre aux aspirations des habitants de notre ville : quel programme et quel rassemblement pour le porter. ★